

Le prix des droits de l'homme Václav Havel



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Le prix des droits de l'homme Václav Havel



Le prix des droits de l'homme Václav Havel est décerné chaque année par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), en partenariat avec la bibliothèque Václav Havel, la Fondation Charte 77 et le Gouvernement de la République tchèque, afin de récompenser des actions exceptionnelles de la société civile dans la défense des droits de l'homme en Europe et au-delà.

Les candidats doivent avoir apporté une amélioration réelle à la situation des droits de l'homme d'un individu ou d'un groupe, avoir contribué à révéler des violations structurelles de certains droits, ou avoir mobilisé avec succès l'opinion publique ou la communauté internationale sur une cause. Le prix consiste en une somme de 60 000 €, un trophée et un diplôme.

Le prix, lancé le 25 mars 2013 à Prague, est décerné en mémoire de Václav Havel, dramaturge, combattant

du totalitarisme, artisan de la révolution de velours de 1989, Président de la République fédérale tchèque et slovaque, puis de la République tchèque, et symbole durable de l'opposition au despotisme.

Cérémonie de remise du prix

Le prix est remis lors d'une cérémonie se tenant à Strasbourg pendant la session plénière d'automne de l'APCE, qui se tient fin septembre ou début octobre. Le nom du/de la lauréat(e) est annoncé par le Président de l'Assemblée.

Conférence en l'honneur du/de la lauréat(e)

La bibliothèque Václav Havel organise ensuite, à Prague, une conférence internationale en l'honneur du/de la lauréat(e).

<http://assembly.coe.int>



Ales Bialiatski

Lauréat 2013

Le 30 septembre 2013, le prix a été décerné au militant des droits de l'homme, Ales Bialiatski (Bélarus).

■ Ales Bialiatski mène un combat de longue date au Bélarus pour aider les victimes de la répression politique et diffuser dans le monde entier des informations relatives aux violations de droits de l'homme dans ce pays. Il est président du Centre des droits de l'homme Viasna, qu'il a créé en 1996, et vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme depuis 2007. M. Bialiatski a été emprisonné en 2011, à l'issue d'un procès qui fut unanimement condamné par la communauté internationale, et a été libéré en juin 2014.

■ M. Bialiatski étant en prison au moment de la cérémonie, le prix a été remis à sa femme, Natallia Pinchuk.

■ En remettant le prix, le Président de l'APCE et président du jury de sélection, Jean-Claude Mignon, a déclaré : « Dans son combat quotidien contre les violations des droits humains, l'injustice, l'arbitraire et l'autoritarisme, Ales Bialiatski a œuvré sans relâche pour que les citoyens du Bélarus puissent prétendre un jour aux normes européennes qui sont les nôtres. »



Anar Mammadli

Lauréat 2014



Le 29 septembre 2014, le prix a été décerné au militant des droits de l'homme, Anar Mammadli (Azerbaïdjan).

■ Anar Mammadli a créé et préside le Centre pour l'observation électorale et les études démocratiques (EMDS) en Azerbaïdjan. Depuis 2001, ce centre conduit des observations indépendantes lors des élections dans le pays. Il a été arrêté en décembre 2013 pour «abus de pouvoir», entre autres chefs d'accusation, et a été condamné en mai 2014 à cinq ans et demi de prison. Il a été libéré en mars 2016.

■ M. Mammadli étant emprisonné en septembre 2014, le prix a été remis à son père, Asaf Mammadov.

■ Présentant le trophée, la Présidente de l'APCE, Anne Brasseur, présidente du jury de sélection, a déclaré : « M. Mammadli s'attache à promouvoir des institutions

démocratiques et les droits civils et politiques. Anar Mammadli est un partenaire de longue date qui partage avec notre Assemblée, mais aussi avec d'autres organes du Conseil de l'Europe, dont le Commissaire aux droits de l'homme, ses précieuses compétences s'agissant de la situation dans son pays. »





Ludmilla Alexeeva

Lauréate 2015

Le 28 septembre 2015, le prix a été décerné à Ludmilla Alexeeva (Russie).

■ Ludmilla Alexeeva est une éminente défenseuse des droits de l'homme en Russie. Dans sa jeunesse, elle a renoncé à une carrière universitaire pour adhérer au mouvement dissident en Union soviétique, puis est devenue l'un des membres fondateurs du Groupe Helsinki de Moscou. Contrainte d'émigrer aux États-Unis en 1977, elle est retournée en Russie en 1989 pour poursuivre son action, devenant présidente du Groupe Helsinki de Moscou et, ultérieurement, membre de la Commission des droits de l'homme de la présidence russe. Elle a travaillé sans relâche pour la protection et la promotion de la primauté du droit.

■ Présentant le trophée, la Présidente de l'APCE, Anne Brasseur, présidente du jury de sélection, a déclaré : « Ludmilla Alexeeva a incité des générations de militants en Russie, mais aussi à l'étranger, à s'engager dans la lutte pour la justice. Pendant des

décennies elle a été persécutée et menacée. Aujourd'hui, elle préside le Groupe Helsinki de Moscou, une organisation qui se heurte souvent à un environnement hostile en tant qu'ONG de libre pensée, mais qui continue néanmoins à dénoncer les violations des droits de l'homme et à offrir de l'aide aux victimes. Je suis honorée de voir Mme Alexeeva dans cet hémicycle aujourd'hui, et je salue son engagement de toute une vie. ».



Nadia Murad

Lauréate 2016



Le 10 octobre 2016, le prix a été décerné à Nadia Murad, militante yazidie des droits de l'homme (Irak).

Alors qu'elle était âgée de 21 ans, Nadia Murad a été enlevée par Daech dans le nord de l'Irak, avec des milliers d'autres femmes et d'enfants. Elle a été maintenue en esclavage et a subi des mauvais traitements pendant trois mois, jusqu'à ce qu'elle réussisse à s'enfuir et à gagner l'Allemagne. Depuis, elle est devenue militante des droits de l'homme. Elle a porté à l'attention de la communauté internationale le sort de la population yazidie, en particulier la réduction en esclavage sexuel et la traite des femmes et des enfants capturés par Daech. Sa candidature avait été présentée pour le prix Nobel de la paix 2016. Cette même année, elle a été nommée première ambassadrice de bonne volonté des Nations Unies pour la dignité des survivants de la traite des êtres humains et a reçu le Prix Sakharov octroyé par le Parlement européen.

« Cette année aurait marqué le 80^e anniversaire de Václav Havel. Il n'est plus avec nous, mais son héritage est plus actuel que jamais », a déclaré Pedro Agramunt, le Président de l'APCE, au cours de la cérémonie. « À une époque où nous devons relever de nouveaux défis liés à l'unité de l'Europe, où la diversité devient un facteur de division et où l'on commence à se regarder avec suspicion et méfiance, il faut que nous revenions aux idées qui étaient les siennes », a-t-il souligné.





” Les droits de l’homme sont universels et indivisibles

Václav Havel

Václav Havel est né le 5 octobre 1936. Diplômé de l'École technique supérieure de Prague grâce aux cours du soir, sa passion pour le théâtre le rattrape à la fin des années 1950. Le théâtre devient pour lui un moyen d'exprimer et de promouvoir son idéal démocratique.

L'opposition à la suite de l'écrasement du Printemps de Prague

■ En 1971, ses œuvres sont officiellement interdites. Mais c'est avec la répression du « Printemps de Prague » en 1968, à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, que son action prend une autre ampleur. La communauté internationale remarque ce dissident, notamment en raison de sa lettre ouverte adressée au Président Gustáv Husák en 1975, dans laquelle il dénonce la situation de la société et la responsabilité du régime politique.

■ Son action en tant que cofondateur et porte-parole de la « Charte 77 », qui réclame le respect des droits de l'homme, le conduit en prison, où il séjourne à plusieurs reprises.

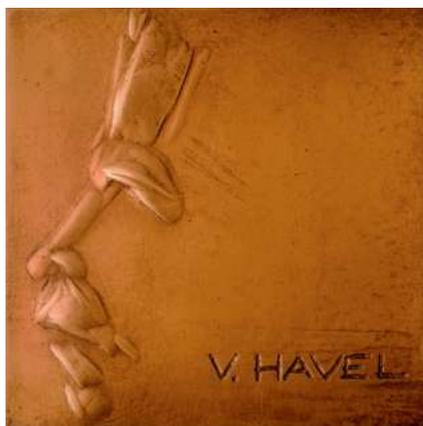
Révolution de velours et transition du pays

■ La chute du régime communisme entraîne la fin de la République socialiste tchécoslovaque, à la suite de la révolution de velours du 16 novembre au 29 décembre 1989. Par un courant d'opinion unanime, Václav Havel est investi à la présidence de la République tchécoslovaque. Il est donc l'un des très rares hommes d'État à avoir accédé au pouvoir sans l'avoir voulu. Il réalise les réformes nécessaires au niveau de l'administration de son pays pour que celui-ci réalise sa transition vers une économie de marché.

■ Il quitte sa fonction de président en juillet 1992 en raison de la séparation entre Tchèques et Slovaques, à laquelle il était opposé. Mais, en septembre de la même année, un accord est trouvé avec le gouvernement, qui entraîne sa réélection en janvier 1993 à la présidence de la République tchèque indépendante. Il occupe cette fonction jusqu'en 2003.

■ La République tchèque est devenue un État membre du Conseil de l'Europe le 30 juin 1993. Le 8 octobre, à Vienne, Václav Havel, Président de la République tchèque, participe au premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe. Dans son discours, il note que le Conseil de l'Europe « a été fondé pour entretenir les valeurs pouvant alimenter l'esprit, l'éthos de l'intégration européenne et pour assurer que ces valeurs se traduisent sur le plan concret par des normes juridiques internationales. Si, comme je le prétends, le principal enjeu pour l'Europe consiste aujourd'hui à saisir l'esprit de sa propre unification, à comprendre les obligations morales qui en découlent, à assumer – de manière authentique et non simplement ostentatoire – une nouvelle sorte de responsabilité, le Conseil de l'Europe sera amené à jouer un rôle unique, indispensable, dans l'accomplissement de cette tâche difficile ».

■ En 1995, lors de l'inauguration du nouveau siège de la Cour européenne des droits de l'homme, Václav Havel exprime son espoir que « la raison humaine, la décence, la solidarité et la volonté de compréhension et de coexistence correcte l'emporteront sur tout ce qui les menace. Je ne doute pas que le mérite en reviendra, dans une grande mesure, au Conseil de l'Europe et à ses différentes institutions, y compris celles qui siègeront dans ce palais.



En aucun cas il ne fera usage d'instrument de force, il n'en dispose pas, mais ce sera le fruit de la grande œuvre entamée il y a plusieurs dizaines d'années, à savoir la culture, la promotion et l'approfondissement de l'esprit de bonne coopération entre les nations ».

■ Après avoir joué un rôle essentiel dans la réunification de l'Europe divisée par la guerre froide, il est favorable à une adhésion rapide de son pays à l'Union européenne, qui intervient en 2004.

■ Malgré une santé fragilisée, Václav Havel a continué son combat pour les droits de l'homme à Cuba, au Bélarus, en Birmanie ou en Russie. Il revient également à ses premiers amours, avec la publication en 2006 de ses mémoires politiques, ainsi que d'une pièce *Sur le départ*, en 2008.

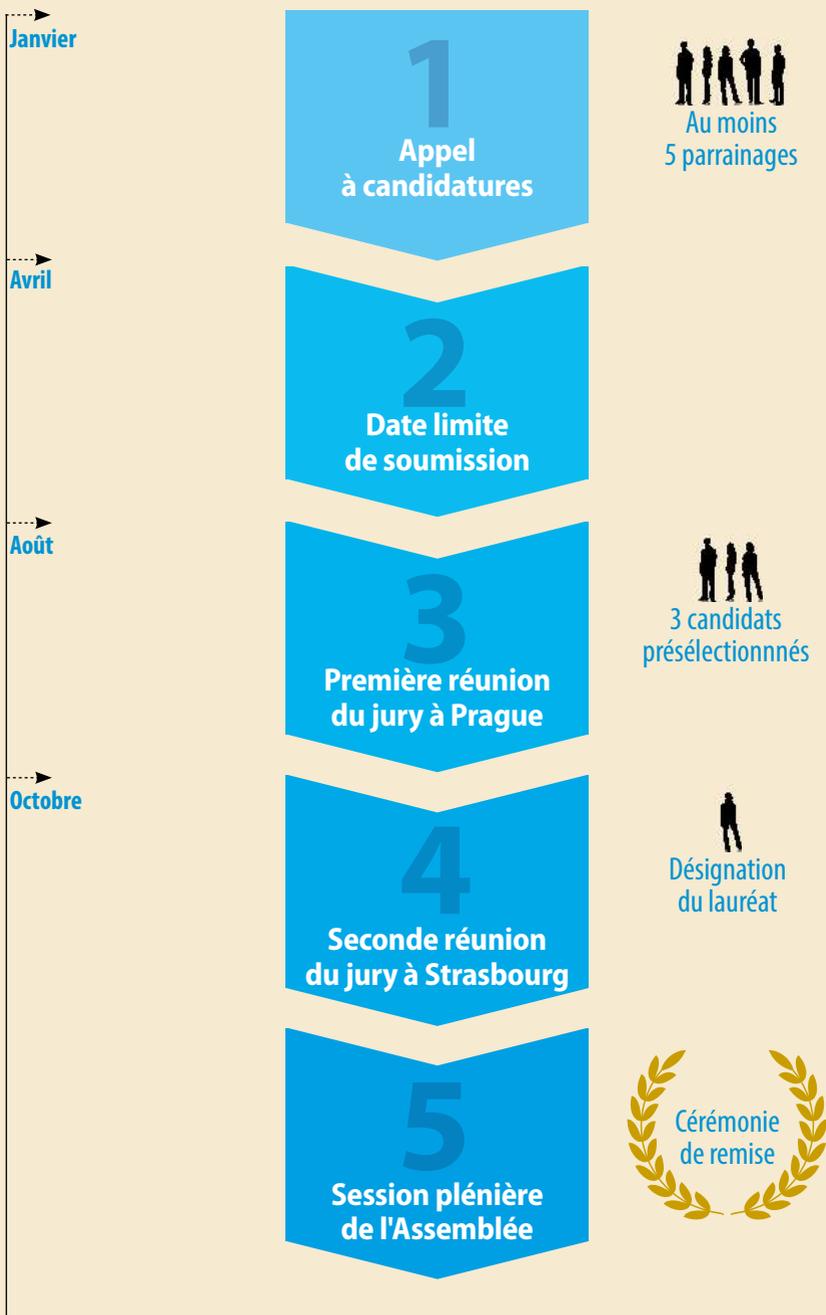
■ Il s'éteint le 18 décembre 2011.

Sources :

<http://www.touteurope.eu>

<http://website-pace.net/fr/web/apce/vaclav-havel-human-rights-prize>

CALENDRIER ET PROCÉDURE



Décerné chaque année depuis 2013 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en partenariat avec le Gouvernement tchèque, la bibliothèque Václav Havel et la Fondation Charte 77, le prix des droits de l'homme Václav Havel récompense des actions exceptionnelles de la société civile dans la défense des droits de l'homme en Europe et au-delà.

Cette brochure présente la vie et l'œuvre de Václav Havel, et les premiers lauréats du prix créé en sa mémoire.

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont les 28 membres de l'Union européenne. L'Assemblée parlementaire, composée d'élus issus des 47 parlements nationaux, est un lieu de débats et de propositions sur les questions sociales et politiques du continent. Elle est à l'origine de nombreuses conventions de l'Organisation, dont la Convention européenne des droits de l'homme.



Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE